

*Initiatives ministérielles*

• (1610)

Le Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie établi par le Canada a préparé la première et la plus complète réponse nationale aux défis qu'avait lancés la commission Brundtland. Ce n'était pas que des beaux discours. Il y a eu de nombreux rapports sur l'environnement, mais celui-ci était un rapport d'une portée considérable. En réponse au groupe de travail, toutes les provinces et tous les territoires du Canada ont établi des tables rondes avec le gouvernement fédéral pour étudier les questions urgentes du développement durable. Cette table ronde a réuni des gens de tous les secteurs de notre collectivité pour réaliser un consensus.

Il y a maintenant des dizaines de tables rondes locales d'un bout à l'autre du pays, même certaines municipalités en ont maintenant. Dans ma circonscription de Scarborough, nous venons d'entamer le processus de création de cette table ronde visant à réunir les gens. Ces tables rondes sont établies dans tout le pays au palier municipal et régional pour régler les conflits en réunissant les gens pour le bien commun. Ces tables rondes typiquement canadiennes ont deux points communs.

Tout d'abord, contrairement aux associations et aux groupes d'intérêt précédents, leurs membres ont des opinions et des intérêts divergents, mais leur objectif commun est de régler les problèmes de l'environnement et de l'économie. Ensuite, ils ont un bilan remarquable, qui est le fruit d'une discussion ouverte et de la prise de décisions fondées sur un consensus. Tandis qu'en 1987 il semblait extrêmement naïf de laisser entendre que le Canada lancerait des dizaines de nouveaux essais institutionnels en démocratie pour donner suite à un rapport des Nations Unies, c'est exactement ce qu'a recommandé un groupe de travail composé de dirigeants du secteur industriel, de ministres de l'environnement de tous les partis et d'écologistes, et c'est exactement ce qui s'est passé. Les Canadiens de toutes les provinces et de tous les territoires ont formé une toute nouvelle institution pour relever les nouveaux défis de cette nouvelle notion appelée développement durable.

En juin de l'été dernier, le Canada a été un participant très énergique et très enthousiaste au premier Sommet de la Terre, qui s'est tenu à Rio de Janeiro. La délégation du Canada, qui était nombreuse, se composait de députés de tous les partis de la Chambre des communes et de nombreux groupes environnementaux et non gouvernementaux. Un grand nombre de personnes se sont réunies à Rio de Janeiro pour discuter de ces questions une vingtaine d'années après la conférence de Stockholm. Il

s'agissait réellement de la conférence des Nations Unies la plus imposante et la plus exceptionnelle, et elle était consacrée à l'environnement.

Le ministre de l'Environnement était à la tête de la délégation à cette conférence de deux semaines au Brésil. Notre premier ministre était sur place pour prononcer un discours au nom du Canada et pour signer deux conventions très importantes, la Convention de la diversité biologique et la Convention sur le réchauffement du globe. Plus encore, nous montrions le chemin à suivre. Comme d'autres pays hésitaient à signer la Convention de la diversité biologique, notre premier ministre a dit: «Nous serons les premiers à signer cette convention.» Le premier ministre a signé, au nom du Canada, la Convention sur la diversité biologique visant à protéger la faune et la flore de la planète. Le Canada devenait le premier pays à signer cette convention.

• (1615)

À cet égard, l'une des choses les plus importantes que nous voulions faire était de créer une table ronde afin que des gens de toutes les couches sociales puissent se réunir et partager leurs idées.

Je tiens à dire ici en réponse à mon collègue qui vient tout juste de parler du Plan vert que lors de la conférence au Brésil, le président du Programme des Nations Unies pour l'environnement, M. Tolba, a qualifié le Plan vert du Canada de modèle à suivre pour tous les pays. Il l'a cité comme un exemple de ce que les Canadiens pouvaient réaliser ensemble, en tant que peuple. Les pays qui participaient à cette conférence étaient curieux d'en savoir plus sur le Plan vert. Ils voulaient qu'on leur en parle, qu'on leur en donne un exemplaire.

Les fonds de 3 milliards de dollars qui se rattachent aux obligations prévues dans le Plan vert constituent un engagement extrêmement important de la part de tous les Canadiens. Rien que cette année, les fonds consacrés aux programmes de protection de l'environnement, aux initiatives découlant du Plan vert, ont augmenté de 30 p. 100. Malgré nos ressources financières limitées, nous avons constamment augmenté les fonds consacrés à la protection de l'environnement.

En cette période de notre histoire où nous avons tous besoin d'être rassurés quant à notre capacité de nous adapter rapidement aux changements, nous avons la chance de faire fond sur notre tradition de pays toujours prêt à procéder à des adaptations institutionnelles afin d'améliorer notre qualité de vie sur les plans de l'environnement et de l'économie.